

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. XII
N. 100

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

APPROVATA NELLA 26ª SEDUTA DELLA 33ª SESSIONE ORDINARIA

Résolution 765 (1982) (1)
relative à la situation en Turquie

Annunciata il 26 aprile 1982

L'ASSEMBLÉE,

1. — Ayant examiné le rapport de sa commission des questions politiques (Doc. 4841) ainsi que l'avis de la commission des questions juridiques (Doc. 4849), qui rendent compte notamment de la mission d'information effectuée sur place par une délégation de l'Assemblée du 7 au 14 janvier 1982;

2. — Rappelant ses prises de position antérieures sur la Turquie, notamment dans sa Recommandation 904 (1980), sa

Résolution 757 (1981), et ses Directives n^{os} 392 (1980), 395 (1981), 397 (1981) et 398 (1981);

3. — Ayant pris note des déclarations du Chef de l'Etat turc en date du 31 décembre 1981, comportant un calendrier en application duquel un projet de constitution sera soumis à référendum en automne 1982 et des élections législatives auront lieu en 1983 ou au plus tard au printemps 1984;

4. — Considérant que la situation actuelle en Turquie demeure incompatible avec le Statut du Conseil de l'Europe, mais que la continuation de l'appartenance de la Turquie au Conseil de l'Europe donne à ce dernier la possibilité, mais aussi le devoir de veiller à la restauration des institutions démocratiques et au respect des droits de l'homme dans ce pays;

(1) *Discussionne par l'Assemblée les 27 et 28 janvier 1982 24^e, 25^e et 26^e séances) voir Doc. 4841, rapport de la commission des questions politiques).*

Texte adopté par l'Assemblée le 28 janvier 1982 (26^e séance).

5. — Soulignant les liens d'amitié qui l'unissent au peuple turc, et réitérant sa foi, confirmée par la mission d'information en Turquie, dans l'attachement du peuple turc à l'Europe en général, et aux idéaux du Conseil de l'Europe en particulier, et reconnaissant en même temps que ce peuple constitue un lien culturel important entre l'Europe et le Moyen-Orient;

6. — Rappelant qu'aux termes de l'article 15 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, les Parties contractantes ne peuvent déroger aux dispositions de la convention que « dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international »;

7. — Rappelant, dans un souci de faire usage de tous les moyens disponibles pour vérifier des allégations de torture, sa Directive n° 395 (1981), par laquelle elle a chargé le Secrétaire Général de rechercher auprès des autorités turques les informations nécessaires dans chaque cas où des membres de l'Assemblée parlementaire font état d'allégations de torture ou de mauvais traitements des prisonniers;

8. — Notant, dans ce contexte, que le Chef de l'Etat a informé la délégation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 8 janvier 1982 que toute allégation de torture peut être portée par n'importe qui à la connaissance du ministre de la Justice pour enquête;

9. — Notant avec satisfaction la régression du terrorisme en Turquie, mais constatant que celle-ci n'a pas encore été accompagnée d'un rétablissement correspondant des droits de l'homme et des libertés fondamentales, limités ou suspendus en application de l'article 15 précité;

10. — Condamnant la récente décision du Conseil national de sécurité de dissoudre les partis politiques et de confisquer leurs biens;

11. — Préoccupée par les rapports selon lesquels la torture et les mauvais traitements sont toujours pratiqués, mais notant que les autorités turques ont réaffirmé leur intention d'enquêter sur toutes les allégations et de sanctionner les fonctionnaires reconnus coupables de torture à l'encontre de prisonniers;

12. — Considérant qu'une assemblée consultative a été mise en place en vue de rédiger un projet de constitution, mais déplorant que les organisations politiques soient exclues de toute participation aux travaux de cette assemblée;

13. — Inquiète devant les aspects antidémocratiques de certaines lois récentes, comme la loi sur les universités, qui pourraient compromettre le caractère démocratique du projet de constitution;

14. — Considérant finalement que le Conseil de l'Europe ne peut pas, au risque de perdre sa crédibilité en tant qu'institution des droits de l'homme, retarder encore une fois une prise de position ferme contre l'actuelle situation en Turquie,

15. — Condamne les violations des droits de l'homme qui ont lieu en Turquie, notamment la suppression des partis politiques et des organisations syndicales, les détentions pour délit d'opinion, la torture et les mauvais traitements infligés aux détenus politiques, et des procédures judiciaires sans garanties de défense pour l'accusé;

16. — Demande au Gouvernement turc la libération des détenus politiques, la reconstitution en liberté des organisations démocratiques et syndicales, la garantie de la protection et de l'égalité de traitement des minorités religieuses du pays, et le rétablissement des institutions démocratiques;

17. — Attire l'attention des gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe sur l'article 24 de la convention qui permet à toute Partie contractante de saisir la Commission des Droits de l'Homme de tout manquement aux dispositions de la convention;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

18. — Exprime l'opinion que la procédure prévue à l'article 24 de la convention doit être utilisée contre la Turquie, pour vérifier dans quelle mesure les allégations de torture et d'autres violations des droits de l'homme en Turquie sont fondées;

19. — Invite le Gouvernement turc:

a) à veiller à ce que le projet de constitution qui doit être soumis à l'approbation du peuple turc, de même que les futures lois sur les partis politiques et sur le système électoral, soient pleinement conformes aux obligations de la Turquie découlant du Statut du Conseil de l'Europe et de la Convention européenne des Droits de l'Homme;

b) à prendre toutes les mesures appropriées afin que le projet de constitution, avant qu'il ne soit soumis comme prévu à un référendum par bulletins secrets en automne 1982, fasse l'objet d'une libre discussion publique;

c) à respecter pleinement toutes les dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme qui ne souffrent aucune dérogation, en particulier en ce qui concerne l'élimination de la pratique de la torture et des mauvais traitements à l'encontre de prisonniers, et à poursui-

vre avec vigueur ses enquêtes sur tous les rapports concernant ces cas;

d) à donner à une délégation de la Croix-Rouge internationale la possibilité d'entreprendre une enquête objective sur la situation dans les prisons de Turquie, et notamment de vérifier certaines allégations selon lesquelles on y pratique la torture;

e) à garantir le droit de tout individu à un procès équitable devant un tribunal pleinement indépendant, à améliorer les conditions de vie dans les établissements pénitentiaires et à libérer tous les prisonniers indûment détenus;

f) à abolir toutes les lois qui limitent indûment le droit à la libre expression, les activités des partis politiques et celles des syndicats, et à garantir explicitement ces droits;

g) à reconnaître le droit à l'information de la population turque par l'établissement d'une véritable liberté de la presse;

h) à veiller à ce que toutes les conditions démocratiques soient remplies pour permettre, dans un avenir pas trop lointain, aux nouveaux parlementaires turcs, élus démocratiquement, de retrouver leur place dans une délégation parlementaire au Conseil de l'Europe.

N. B. — Traduzione non ufficiale.

Risoluzione 765 (1982) (1)
relativa alla situazione in Turchia

L'ASSEMBLEA,

1. — Avendo esaminato la relazione della sua commissione delle questioni politiche (Doc. 4841) nonché il parere della commissione delle questioni giuridiche (Doc. 4849), che fanno segnatamente riferimento alla missione d'informazione effettuata sul posto da una delegazione dell'Assemblea dal 7 al 14 gennaio 1982;

2. — Ricordando le sue precedenti prese di posizione riguardo alla Turchia, in particolare nella sua Raccomandazione 904 (1980), nella sua Risoluzione 757 (1981) e nelle sue Direttive nn. 392 (1980), 395 (1981), 397 (1981) e 398 (1981);

3. — Avendo preso nota delle dichiarazioni del capo di Stato turco del 31 dicembre 1981, comprendente un programma secondo il quale un progetto di costituzione verrà sottoposto a *referendum* nell'autunno 1982 e elezioni legislative avranno luogo nel 1983 o al più tardi nella primavera del 1984;

4. — Ritenendo che l'attuale situazione in Turchia rimane incompatibile con lo Statuto del Consiglio d'Europa, ma che la continuazione dell'appartenenza della Turchia al Consiglio d'Europa dà a quest'ultimo la possibilità, ma anche il dovere, di proteggere la restaurazione delle istituzioni democratiche e il rispetto dei diritti dell'uomo in tale paese;

5. — Sottolineando l'amicizia che l'unisce al popolo turco, e ribadendo la propria fiducia, confermata dalla missione d'informazione in Turchia, nell'attaccamento del popolo turco all'Europa in generale, e agli ideali del Consiglio d'Europa in particolare, e ammettendo nello stesso tempo che questo popolo costituisce un legame culturale importante tra l'Europa e il Medio Oriente;

6. — Ricordando che ai sensi dell'articolo 15 della Convenzione europea dei Diritti dell'Uomo, le Parti contraenti possono contravvenire alle disposizioni della convenzione solo « nella stretta misura in cui la situazione lo esiga e a condizione che tali misure non siano in contraddizione con le altre obbligazioni derivanti dal diritto internazionale »;

7. — Ricordando, preoccupata di far uso di tutti i mezzi a disposizione per verificare delle allegazioni di tortura, la sua Direttiva n. 395 (1981), con la quale ha incaricato il Segretario Generale di ricercare presso le autorità turche le informazioni necessarie ogni qualvolta membri dell'Assemblea parlamentare menzionano allegazioni di tortura o di maltrattamenti dei prigionieri;

8. — Notando, in tale contesto, che il Capo di Stato ha informato la delegazione dell'Assemblea parlamentare del Consiglio d'Europa l'8 gennaio 1982 che qualsiasi allegazione di tortura può essere portata da chiunque a conoscenza del Ministro della giustizia a scopo d'inchiesta;

9. — Notando con soddisfazione la regressione del terrorismo in Turchia, ma

(1) Discussione dell'Assemblea, il 27 e il 28 gennaio 1982 (24^a, 25^a e 26^a seduta) (vedi Doc. 4841, relazione della commissione delle questioni politiche).

Testo adottato dall'Assemblea il 28 gennaio 1982 (26^a seduta).

constatando che essa non è stata ancora abbinata a una corrispondente restaurazione dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, limitati o sospesi in applicazione dell'articolo 15 precitato;

10. — Condannando la recente decisione del Consiglio nazionale di Sicurezza di sciogliere i partiti politici e di confiscare i loro beni;

11. — Preoccupata dalle relazioni secondo cui la tortura e i maltrattamenti continuano ad essere praticati, ma notando che le autorità turche hanno riaffermato la loro intenzione di indagare su tutte le allegazioni e di punire i funzionari ritenuti colpevoli di tortura nei confronti di prigionieri;

12. — Considerando che un'assemblea consultiva è stata istituita ai fini di redigere un progetto di costituzione, ma deplorando che le organizzazioni politiche siano escluse da qualsiasi partecipazione ai lavori di quest'assemblea;

13. — Preoccupata dinanzi agli aspetti antidemocratici di alcune leggi recenti, quali la legge sulle università, che potrebbero compromettere il carattere democratico del progetto di costituzione;

14. — Considerando infine il fatto che il Consiglio d'Europa non può, a rischio di perdere la sua attendibilità in quanto istituzione dei diritti dell'uomo, ritardare nuovamente una ferma presa di posizione contro l'attuale situazione in Turchia;

15. — Condanna le violazioni dei diritti dell'uomo che avvengono in Turchia, in particolare la soppressione dei partiti politici e delle organizzazioni sindacali, le detenzioni per reato d'opinione, la tortura e i maltrattamenti inflitti ai detenuti politici, nonché procedimenti giudiziari senza garanzie di difesa per l'imputato;

16. — Chiede al Governo turco la liberazione dei detenuti politici, la libera ricostituzione delle organizzazioni democratiche e sindacali, la garanzia della pro-

tezione e dell'uguaglianza di trattamento delle minoranze religiose del paese, e il ristabilimento delle istituzioni democratiche;

17. — Attira l'attenzione dei governi degli Stati membri del Consiglio d'Europa sull'articolo 24 della convenzione che consente a qualsiasi Parte contraente di adire la Commissione dei Diritti dell'Uomo per qualsiasi trasgressione alle disposizioni della convenzione;

18. — Esprime l'opinione che la procedura prevista dall'articolo 24 della convenzione debba venire utilizzata contro la Turchia, per verificare in che misura le allegazioni di tortura e di altre violazioni dei diritti dell'uomo in Turchia siano fondate;

19. — Invita il Governo turco:

a) a badare che il progetto di costituzione che deve essere sottoposto all'approvazione del popolo turco, nonché le future leggi sui partiti politici e sul sistema elettorale siano pienamente conformi agli obblighi della Turchia derivanti dallo Statuto del Consiglio d'Europa e dalla Convenzione europea dei Diritti dell'Uomo;

b) a prendere adeguati provvedimenti affinché il progetto di costituzione, prima che sia sottoposto come previsto ad un *referendum* con voto segreto nell'autunno 1982, sia oggetto di una libera discussione pubblica;

c) a rispettare pienamente tutte le disposizioni della Convenzione europea dei Diritti dell'Uomo che non ammettono alcuna deroga, in particolare per quanto concerne l'eliminazione della tortura e dei maltrattamenti nei confronti dei prigionieri, e a proseguire con impegno le sue inchieste su tutte le relazioni concernenti questi casi;

d) a dare ad una delegazione della Croce rossa internazionale la possibilità di avviare un'inchiesta oggettiva sulla si-

tuazione nelle prigioni della Turchia, e in particolare di accertare alcune allegazioni secondo le quali vi è praticata la tortura;

e) a garantire il diritto di ogni individuo a un processo equo davanti un tribunale pienamente indipendente, a migliorare le condizioni di vita nelle istituzioni penitenziarie e a liberare tutti i prigionieri indebitamente detenuti;

f) a abolire tutte le leggi che limitano indebitamente il diritto alla libera espressione, le attività dei partiti politici

e quelle dei sindacati, e a garantire esplicitamente questi diritti;

g) a riconoscere il diritto all'informazione della popolazione turca mediante l'instaurazione di una vera libertà di stampa;

h) a badare che siano soddisfatti tutti i requisiti per permettere, in un avvenire non troppo lontano, ai nuovi parlamentari turchi, democraticamente eletti, di ritrovare il loro posto nell'ambito di una delegazione parlamentare al Consiglio d'Europa.